

**DISCOURS INTRODUCTIF
ASSEMBLEE PLENIERE DU 27 JUIN 2019**

Seul le prononcé fait foi

Mesdames Messieurs, Chers collègues,

Cette Assemblée se tient au moment où notre pays connaît une canicule importante qui touche plus d'une soixantaine de départements, dont quelques-uns en Occitanie. En l'espace de 30 ans, ces épisodes de forte chaleur se sont multipliés, preuve, s'il en fallait encore une, de l'urgence à agir pour le climat. Ils impactent la vie de nos concitoyens, menacent les plus fragiles, notamment nos enfants et nos aînés, l'activité de millions de salariés et menacent également nos écosystèmes. Cette mobilisation appelle à un sursaut. Celle des Etats en premier lieu, mais aussi les élus que nous sommes, mais aussi chaque citoyen, car cette bataille décisive ne peut se mener que collectivement.

L'heure n'est plus au doute, aux tergiversations mais à l'action. Notre Région prend toute sa part.

I/ De nouvelles solutions face à l'urgence climatique et une volonté de rassembler et d'accompagner

Notre stratégie REPOS nous a mis en ordre de marche, avec un vrai projet collectif, partagé avec les territoires, qui mobilise l'ensemble de la société

d'Occitanie. Cela est mené par Agnès Langevine et aujourd'hui déjà, nous en retirons déjà les premiers fruits.

Le bilan 2018 publié ainsi par le Réseau de Transport Electricité (RTE) en avril fait apparaître une année record qui nous rapproche de nos objectifs, avec une production hydraulique exceptionnelle et une progression de l'éolien et du solaire. La production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables en Occitanie a ainsi progressé de +35% en 2018 et couvre près de la moitié de la consommation annuelle d'électricité, 47,7% exactement, nous plaçant ainsi en 2^e position des Régions.

Pour cela, nous devons aussi encore aller plus loin, en créant un véritable collectif engagé, s'appuyant sur les énergies citoyennes et locales. Car ce qui est bon pour le climat, et aussi bon pour l'emploi. L'ADEME a réalisée en septembre 2018, en se basant sur notre stratégie REPOS, faisait apparaître pour l'Occitanie une création nette de 90 000 emplois, une hausse de 2% du PIB régional d'ici 2030 et de 3,9% d'ici 2050, et une baisse de la facture énergétique des ménages de 56% d'ici 2050.

Notre rôle est aussi d'accompagner les citoyens, les filières impactées, les territoires en souffrance. Je ne crois pas à l'écologie punitive. Je crois à un modèle de développement global, juste socialement, exemplaire au niveau environnemental. Je ne crois pas à l'expression qui a fait florès ces derniers mois et qui veut opposer : la fin du mois contre la fin du monde. Elle sous entendrait qu'une grande partie de nos concitoyens sont réticents à la

transition énergétique pour défendre leur bifteck. Ce n'est pas vrai. Les salariés de chez Bosch Rodez que j'ai rencontré à plusieurs reprises sont bien conscients des enjeux. Les cheminots qui se battent avec nous pour garder et développer la ligne de fret Perpignan-Rungis idem. Les agriculteurs qui nous accompagnent dans notre démarche inédite autour de l'alimentation connaissent le poids de leur responsabilité. Et je pourrais encore citer des dizaines d'exemples récoltés sur le terrain...

Mais qu'attendent tous ces salariés, toutes ces filières économiques ? D'être écoutés, accompagnés, de participer eux aussi à cette transition énergétique qu'ils souhaitent, mais qui ne peut être synonyme de la fin de leur emploi ou du déclassement de leur territoire. Qu'a démontré le mouvement des gilets jaunes ? Le refus de millions de nos concitoyens d'être assignés à résidence, leur refus de subir une double peine : vivre loin des métropoles, sans services publics, et posséder un véhicule diesel, d'être montrés du doigt alors qu'il n'y a aucune alternative pour eux en matière de transports collectifs, et notamment le train. C'est le sens de la création, ce jour, d'une **Mission transversale d'Information et d'Evaluation sur l'impact du changement climatique sur l'économie de l'Occitanie** qui constitue un outil supplémentaire pour encore mieux anticiper, pour mieux accompagner, pour mieux rassembler et avec des objectifs ambitieux.

La transition énergétique ne peut, ne doit pas reproduire les inégalités du système actuel. Elle ne peut se permettre de divisions entre les partisans

des petits et des grands pas. Elle ne doit pas se cantonner à un bras de fer inutile entre ceux qui jugent et ceux qui subissent. Non, la transition énergétique doit avoir en elle cette part d'espérance, sans laquelle vous ne faites pas avancer une société toute entière. Elle doit être synonyme de progrès, elle doit garantir de donner à chacun un nouvel horizon.

Au fond, l'action en faveur du climat nécessite du sang-froid et de la détermination. De la volonté et du volontarisme. Et nous le sommes quand nous imaginons l'éco-chèque mobilité afin d'apporter une aide concrète aux citoyens qui veulent acquérir un véhicule électrique ou hybride (à ce jour, près de 100 véhicules ont été aidés par la Région en 3 mois), ou un vélo électrique (450 aidés en 3 mois), dispositif régional qui connaît un succès important notamment auprès des ménages les plus modestes. Nous le sommes quand nous nous battons, avec toute une filière, pour que le gouvernement comprenne que nous avons besoin de l'éolien flottant en Méditerranée et je salue cette victoire collective obtenue récemment grâce à notre mobilisation, notamment dans le cadre de l'Appel de Narbonne. Merci à Didier Codorniou, 1^{er} Vice-président, pour sa mobilisation.

Nous sommes aussi visionnaires, lorsque l'Occitanie se dote d'un **Plan Hydrogène Vert le plus ambitieux de France avec 150M€ mobilisés** sur la période 2019-2030 qui permettra de générer 1Md d'investissement, que nous votons aujourd'hui. C'est donc un levier essentiel de développement pour notre territoire. Ses usages sont multiples : production de chaleur et d'électricité, carburant pour tout type de véhicules. C'est une solution

innovante pour la mobilité durable que nous défendons, au service d'une Région qui tend à s'imposer comme LA Région des transports du futur. Nous avons par exemple, vous le savez, engagé une expérimentation sur le train à hydrogène. L'Occitanie est la 1^{ère} Région à avoir effectué une commande de ce type, avec 3 rames à hydrogène qui circuleront sur les lignes de Montrejeau-Luchon (une fois reconstruite) et aussi Carcassonne-Limoux-Quillan. La SAS HyPort fournira l'hydrogène à ALSTOM en charge de la fabrication du train (comme nous savons qui faut avoir le collectif, la Région Occitanie a piloté un groupe de travail à Région de France et aujourd'hui, en plus des 3 commandés prioritairement par l'Occitanie, Bretagne en a commandé 3 comme Auvergne et Grand Est : 5.

Et si nous misons sur l'hydrogène, c'est parce que notre Région est pionnière dans ce secteur, elle dispose d'atouts essentiels. Nous avons un temps d'avance, avec des laboratoires performants (il faut le rappeler, c'est tout un écosystème) de renommée internationale, une industrie mobilisée (particulièrement dans l'aéronautique), et des outils dédiés : l'agence régionale de développement économique AD'OCC et notre agence de l'énergie et du climat avec le dispositif HyDeO, avec 15 projets d'innovation en déploiement à ce jour. Un écosystème qui dessine les contours d'une filière du futur que nous venons renforcer par l'intermédiaire de ce plan régional.

Enfin, sur ce sujet majeur de l'environnement, je veux lancer un appel à plus de transparence de la part de l'Etat. J'ai ce matin une pensée, avec

vous, pour nos concitoyens de la Vallée de l'Orbiel, dans l'Aude, qui découvrent une toxicité à l'arsenic relevée dans les sols de la cour d'école de Lastours, une situation inacceptable, et j'ai récemment écrit à l'ARS afin d'obtenir toute la transparence dans ce dossier qui inquiète légitimement toute une population. Nous ne mènerons pas une transition énergétique efficace et rapide, sans une volonté d'apaiser. Nous avons besoin de confiance et moins de défiance. Partout, en France, des citoyens luttent ou se mobilisent. Santé, alimentation, énergies, pollution de l'air : l'Etat doit entamer une véritable révolution culturelle en matière d'informations car c'est, là aussi, une garantie pour rassembler tous les Français.

II/ L'emploi, bien sûr, c'est notre priorité régionale

L'urgence climatique se double d'une autre urgence, économique celle-là. Le sentiment d'injustice sociale et territoriale ne faiblit pas, bien au contraire malheureusement. Nous le vérifions chaque jour, dans nos visites de terrain, notamment lors de notre opération « La région est à vous » sur les lieux de vie de nos concitoyens.

Lors du Grand débat National, les Français qui ont répondu, ont exprimé des idées fortes en matière de proximité, de solidarité, de citoyenneté. Et ils

estiment que les réponses formulées jusqu'à présent ne sont pas suffisantes.

Au fond, chacun le ressent, c'est bien des territoires que viendront nombre de solutions aux défis auxquels notre société est confrontée, notamment en matière de formation et d'emploi.

Le Chef de l'Etat a annoncé un nouvel acte de décentralisation. Après deux ans de stigmatisation des élus et des corps intermédiaires et de recentralisation forcée, il était temps que ce gouvernement prenne conscience de cet enjeu décisif pour l'avenir de notre pays. Si l'objectif est bien de faciliter la vie des collectivités pour faciliter la vie des gens, je dis chiche ! Les collectivités locales doivent s'occuper du quotidien et l'Etat du régalien (la sécurité, la justice, la diplomatie, l'éducation, la santé...). Que ce soit sur les transports, et ma proposition de créer une agence des mobilités dans les métropoles pour les désengorger rapidement, par la mise en œuvre d'infrastructures opérationnelles (comme les voies réservées), sur l'enseignement supérieur où nous démontrons notre capacité à apporter des solutions aux villes moyennes, rappeler que sur les 13 villes expérimentales en France, nous en avons 4 dans notre Région : Auch, Cahors, Le Vigan ou Carcassonne, ou encore, la transition énergétique et climatique avec notre agence régionale de l'énergie et du climat qui démontre que la Région est la bonne échelle pour prendre à bras le corps ce défi, l'Occitanie prouve en actes que la décentralisation doit être souple et efficace.

Et c'est ainsi que nous pouvons mener des actes concrets, en termes d'emploi, de formation.

Le Bilan économique de l'INSEE 2018 fait apparaître une région qui conserve sa dynamique économique, dans un contexte national de moindre croissance du PIB (+1,7%) : avec une hausse de l'emploi (9%), un chômage en légère baisse (-0,2 point) et des créations d'entreprise en augmentation de 14%.

L'Occitanie est singulière. Car après l'Île de France, c'est la Région qui a créé le plus d'emplois entre 2006 et 2013 et elle se place au 1^{er} rang des régions de France métropolitaine en termes de taux de croissance d'emploi.

Mais la croissance de la population active, liée à notre attractivité démographique, impacte notre économie. Parce que comme l'indique l'INSEE : le nombre d'actifs entre 2006 et 2013 s'accroît de 12,6 actifs pour 1000 actifs par an, soit un gain annuel de près de 30 000 actifs, une hausse deux fois plus forte qu'en France.

Je le redis ici fortement : l'emploi est notre première priorité. Là aussi, la mobilisation doit être collective.

La Région est pleinement mobilisée avec des aides importantes.

A travers ses contrats PASS pour soutenir nos TPE/PME, qui représentent 95% de notre tissu économique et qui créent des emplois de proximité.

A travers l'aide à l'innovation, la création ou la croissance d'entreprises, je pense notamment à Gotaka dans les Pyrénées-Orientales (100 emplois à venir), Continental à Boussens ; COMAT à Toulouse, OWNR à Montpellier ; Et c'est un franc succès.

Mobilisation avec les filières en tension, notamment dans le BTP, l'hôtellerie-restauration, la logistique et les transports, le tourisme. Plus de 15.000 offres d'emplois non pourvues chaque année : voilà pourquoi nous allons lancer, avec les professionnels de ces secteurs, des campagnes d'information concrètes et ciblées.

Et Emmanuelle Gazel fait une tournée de la Région pour faire connaître auprès de nos entreprises, nos nouveaux dispositifs d'accompagnement RH.

Cette bataille pour l'emploi passe par des investissements forts. L'exemple du Fonds tourisme sur lequel nous délibérons aujourd'hui, en est une nouvelle illustration. Rappeler que le tourisme est le 2^e secteur d'activités économiques régional avec 108 000 emplois (14Mds€, soit 10% du PIB régional et de l'emploi total). Mais nous pouvons et devons progresser.

Nous devons, ici en Occitanie, en matière de tourisme, changer d'échelle. 50 ans après la Mission Racine, nous devons poser les jalons d'un nouveau tourisme, d'un tourisme du XXI^e siècle entre satisfaction personnelle du client et respect de l'environnement, avec une attention toujours plus forte à

nos biens communs que sont la Méditerranée et nos Montagnes. Ce que nous défendons, c'est un tourisme de l'authenticité, avec une identité forte, qui concilie qualité de vie, bien-être des habitants, développement des territoires et prospérité. Jean-Louis Guilhaumon vous présentera ces éléments.

Il faut donc penser autrement ! C'est pour cela que la Région s'est fixé le cap de l'innovation, avec près de 200M€ mobilisés sur 5 ans (+ 100M€ de la BEI) pour l'investissement touristique et un budget pour la culture et le patrimoine en hausse de 12% cette année. Que nous avons créé le Plan Littoral 21 et le Plan Montagne, et que nous avons mis en place la politique Grands Sites. La Région des solutions, c'est le **Fonds tourisme, doté d'une enveloppe de 100M€** (en partenariat avec la Banque Européenne d'Investissement).

L'intervention de ce fonds pourra varier de 25% à 40% du montant des emprunts mobilisés et sera plafonnée à 4M€ par projet. Il aura un effet levier sur les investissements régionaux estimés entre 300 et 400M€.

Le soutien au thermalisme et au bien-être en Occitanie relève d'une logique similaire. Les établissements thermaux sont aujourd'hui confrontés à des difficultés financières et doivent se renouveler pour rester compétitifs et s'adapter aux nouvelles exigences de la clientèle/patientèle : ne plus simplement proposer des soins, mais également une qualité d'accueil, d'équipements et d'environnement touristique propice à la détente. Les

thermes doivent donc se réinventer pour aller au-delà du modèle curatif et s'inscrire dans une filière « bien-être ».

La Région va ainsi contribuer à la structuration et à la promotion de la filière thermale, selon une logique cohérente, au cœur de notre politique territoriale. Car les stations thermales jouent un rôle important dans l'aménagement du territoire, notamment en milieu rural.

L'emploi passe aussi par le développement de nos infrastructures de transports

L'Occitanie n'est pas une région comme les autres. Nous avons des besoins spécifiques dont l'Etat doit absolument tenir compte, comme pour la LGV.

Et nos efforts ont fini par payer. Avec d'autres collectivités, nous avons obtenu gain de cause après plusieurs longs mois, voire des années, de lutte. Et je salue tous les acteurs qui se sont mobilisés.

Avec l'inscription dans la loi LOM des sociétés de financement, cela va nous permettre de réaliser les 2 LGV Bordeaux-Toulouse et Montpellier-Perpignan. La mobilisation doit toutefois se poursuivre pour que ces 2 sociétés voient le jour dans les meilleurs délais et que l'enquête publique sur le tronçon Montpellier-Béziers soit accélérée.

Pour autant, nos combats ne sont pas terminés :

Je pense notamment à la ligne Saint-Charles-Rungis, une lutte pour laquelle je suis déjà engagée, avec Jean-Luc Gibelin et Agnès Langevine.

Une rencontre est prochainement prévue entre Guillaume Pépy et la Ministre des Transports. J'attends que l'Etat prenne ses responsabilités et ordonne à la SNCF de ne pas fermer cette ligne. C'est du bon sens. 22 000 camions supplémentaires par an sur l'autoroute A9, c'est inacceptable !

III/ / Des solutions sur-mesure : agir « par et pour » les territoires

Transition énergétique, emploi, développement local... Ici, nous avons décidé de faire avec les citoyens. Une Région de proximité, grâce aux « Maisons de Ma Région » et à la citoyenneté active que nous menons depuis 2016, avec 3 structures uniques en France (le Parlement de la Montagne, le Parlement de la Mer, l'Assemblée des Territoires), et 16 consultations menées à ce jour. Et les résultats sont là (EGRIM, Pacte régional pour une alimentation durable) ! La dernière opération en date, « la Région est à vous », se termine fin juillet avec, au 4 mai, 71 actions de terrain menées sur les 13 départements et près de 60% de bassins de vie visités.

C'est pour cela, que je vous propose aujourd'hui d'étendre le Budget Participatif Lycéens (Kamel Chibli) à l'ensemble des habitants, une démarche unique à l'échelle d'une Région française, à travers deux opérations :

Tout d'abord le **Budget Participatif Citoyen Régional « Montagnes d'Occitanie Terres de Vie et d'Innovation » (Aurélie Maillols)**. Les massifs montagneux exigent des solutions spécifiques à des besoins spécifiques, comme la mobilité du quotidien. C'est pour cela que nous avons créé le Parlement de la Montagne qui a donné lieu au Plan Montagnes d'Occitanie Terres de vie 2018-2025. Cette nouvelle mesure permettra aux habitants et aux acteurs socio-économiques de développer des projets sur les thématiques ciblées dans le Plan Montagnes. C'est une démarche expérimentale qui vise à confier la décision du financement régional des acteurs aux citoyens d'Occitanie ;

Ensuite, le **Budget Participatif Citoyen Régional « Ma solution pour le climat » (Agnès Langevine)** qui vise à soutenir des projets qui s'inscrivent dans notre stratégie REPOS. Il est complémentaire de l'ensemble des actions déterminantes que nous avons engagées sur ce domaine d'intervention que j'évoquais toute à l'heure.

Et comme je considère qu'il n'y a pas de petit projet, qu'il n'y a que des projets utiles, j'ai souhaité donner la possibilité à chaque habitant de la région, de faire émerger de nouvelles solutions citoyennes, pour la préservation de notre planète. Avec une priorité, celle d'aller vite en soutenant des projets concrets rapidement réalisables dans des délais raisonnables.

A travers, cette nouvelle démocratie participative, nous devons par ailleurs nous interroger sur la représentation des territoires qui ne peut pas juste être liée au nombre d'habitants.

IV/ Une action forte avec un sérieux budgétaire avéré

Ce volontarisme politique ne peut se mener sans une gestion exemplaire. **Le Compte Administratif 2018** traduit une gestion sérieuse de nos dépenses, avec un souci constant : celui d'investir pour mieux répondre aux besoins des habitants. Et ne nous y trompons pas. Pour des citoyens volontaristes, qui souhaitent de plus en plus être impliqués dans l'action de leurs élus, une bonne gestion des comptes publics est la première marque de respect que nous leur devons. Je vous parlais du principe qui guide chacune de nos actions, « *parler vrai, agir juste* », et je crois que nous y répondons à travers cette gestion utile à tous et pour tous.

En 2018, nous sommes la Région qui a investi le plus par habitant par rapport aux autres Régions (163€/hab), et ce, malgré un désengagement constant de l'Etat. C'est parce que nous avons des besoins spécifiques, des attentes importantes de la part des habitants d'Occitanie, que nous investissons fortement.

Dans le même temps, le Compte Administratif fait apparaître une stabilisation des dépenses régionales après un renforcement en 2017 du rôle de la Région du fait :

De la nouvelle compétence de transport héritée des Départements et de la suppression de leur clause de compétence générale sur le volet « aide aux entreprises » ;

De la mise en œuvre du dispositif de formation des demandeurs d'emploi pour le compte de l'Etat avec le « Plan 500 000 » ;
Et de la montée en puissance de l'Autorité de gestion des fonds européens (notamment le FEADER).

Malgré ces nouvelles obligations, l'Occitanie demeure l'une des Régions les plus solvables.

Ces constats signifient que nous avons investi de manière juste, toujours en faisant en sorte de simplifier et d'améliorer la vie des habitants, en termes d'emploi, de pouvoir d'achat, de transport, de qualité de vie etc. Et nous avons décidé de mesures fortes pour les familles, les jeunes, les demandeurs d'emploi, les chefs d'entreprise, les associations, etc. : gratuité des manuels scolaires et des équipements professionnels pour les apprentis (soit 400€ d'économie pour les familles), plus de bio dans les cantines scolaires, des actions sur-mesure dans les territoires (politiques contractuelles), des solutions pour le pouvoir d'achat avec l'éco-chèque logement, etc.

Investir, ce n'est pas dépenser plus, c'est mieux répondre aux besoins et créer de l'activité pour les entreprises. En Occitanie, nous voulons que chaque euro dépensé soit un euro utile.

CONCLUSION

Vous le voyez, Mesdames Messieurs, Chers collègues, la Région Occitanie renforce encore un peu plus le lien avec ses habitants, avec ses territoires. Dans une société qui s'interroge, qui doute, qui parle plus de défiance que de confiance, ce lien doit être notre boussole. Transition énergétique, transports, économie, culture... notre action vise à relier nos concitoyens, des territoires. Ce travail, long et passionnant, est essentiel.

Oui, face aux défis, aux enjeux auxquels nous sommes confrontés, nous avons besoin de confiance. Celle-ci n'est pas spontanée. Elle nécessite de la proximité, du temps, de l'écoute. Elle nécessite de sortir des postures idéologiques pour toujours vouloir chercher la position la plus juste. La confiance, c'est aussi une volonté jamais démentie depuis 3 ans, de rassembler. C'est ainsi que je conçois mon rôle de présidente de Région : incarner et rassembler. En faisant appel à la Région, en faisant appel à la raison et non à l'émotion, en prenant le chemin de la responsabilité et non celui tellement facile de la démagogie. Je mesure les efforts que cela demande. Je mesure l'activité des uns et des autres au quotidien, les élus, les services.

Et je tiens à les remercier.

Notre projet c'est un avenir pour tous. Que nos concitoyens ne se considèrent pas comme assignés : sans choix pour leur emploi, sans choix pour les études, sans choix pour leurs mobilités... C'est cela l'égalité. L'émancipation c'est l'objectif de la République. Choisir son destin, être un

citoyen éclairé, agir et non subir. Voilà notre projet, notre vision. Servir nos concitoyens, l'intérêt général, c'est cela la grandeur du rôle des élus : proximité, utilité et exemplarité. C'est ainsi que nous serons à la hauteur des enjeux, à la hauteur de nos concitoyens d'Occitanie.

Je vous remercie.